

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi après-midi, 24 janvier 2018

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

80 2017.RRGR.384 Motion 149-2017 de Meuron (Thun, Les Verts)

Sages-femmes: réduction des coûts de santé grâce à une offre professionnelle de conseil et de suivi en deux langues pour tout le canton

N° de l'intervention: 149-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 13.06.2017
Déposée par: de Meuron (Thoune, Les Verts)
(porte-parole)
Speiser-Niess (Zweisimmen, UDC)
Schnegg (Lyss, PEV)
Schindler (Berne, PS)
Freudiger (Langenthal, UDC)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 1065/2017 du 18 octobre 2017
Direction: Direction de la santé publique
et de la prévoyance sociale

Sages-femmes: réduction des coûts de santé grâce à une offre professionnelle de conseil et de suivi en deux langues pour tout le canton

Le Conseil-exécutif est chargé

1. de veiller à ce que les futurs parents, en particulier les femmes enceintes, aient suffisamment accès à une offre d'information et de conseil compétente pendant la grossesse, à la naissance et durant les huit premières semaines de vie du nouveau-né;
2. de créer les conditions nécessaires sous forme d'un service de suivi et de conseil téléphonique à bas seuil pour les parents et les spécialistes, de manière à
 - a. proposer une offre de conseil et d'encadrement aux parents à même de réduire les coûts;
 - b. améliorer la chaîne de soins dans la promotion de la santé dès la petite enfance;
 - c. assurer une transition sans faille vers les centres de puériculture établis;
3. d'examiner dans quelle mesure il faudrait assurer un tel service de conseil téléphonique 24 heures sur 24, pour qu'il puisse répondre également à d'autres besoins, par exemple dans le cadre d'un «accouchement confidentiel».

Développement:

Dans notre société, un bon encadrement pendant la grossesse, à la naissance et durant les semaines qui suivent l'accouchement devrait aller de soi. Grâce au progrès de la médecine et à la prospérité de notre pays, la mortalité infantile et maternelle a pu être réduite. La période de la grossesse, de la naissance ainsi que les premiers jours et semaines de vie de leur bébé devraient constituer pour les futurs parents l'un des plus importants moments de leur vie. Sans compter qu'il est prouvé qu'un bon départ dans la vie de jeunes parents a un effet positif sur la santé de la mère et de l'enfant par la suite.

Nonobstant ces évolutions réjouissantes, force est de constater l'existence de tendances problématiques durant ces périodes de grossesse, d'accouchement et de découverte de la parentalité. Le nombre d'accouchements par césarienne pour des raisons autres que médicales est en augmentation, un constat clairement mis en évidence par les fortes disparités qui existent entre les hôpitaux. Le travail de prévention et d'information autour de la grossesse et de l'accouchement effectué en amont par les sages-femmes participe à enrayer le phénomène. Depuis l'introduction des forfaits par cas en 2012, les femmes doivent rentrer chez elles après 3,7 jours en moyenne, alors qu'elles

se trouvent dans la phase la plus critique des suites de couches, d'où l'importance croissante du suivi ambulatoire post-partum par les sages-femmes. Un encadrement compétent et continu par les sages-femmes avant et après la naissance contribue à déceler de manière précoce les complications et les risques pour la mère et l'enfant, à fournir une aide et, surtout, à prévenir des réhospitalisations onéreuses. Tous les parents n'organisent cependant pas un suivi post-partum avant même l'entrée à la maternité. Dans ce cas, les maternités cherchent une sage-femme disponible à court terme. Elles tiennent des listes d'adresses internes ou s'adressent aux deux centres téléphoniques existants, le réseau et la centrale des sages-femmes. Gérées de manière bénévole, ces deux structures cesseront toute activité à la fin de l'année faute de financement suffisant.

Comme il ressort des statistiques d'une étude¹ menée dans le canton de Berne, le suivi des suites de couches dans le canton augmente certes constamment depuis 2010, mais il reste inférieur de plus de dix pour cent à la moyenne suisse. Compte tenu de la cessation d'activité des deux permanences téléphoniques, l'offre risque d'être insuffisante.

Il manque aussi dans le canton un centre de consultation téléphonique ouvert tous les jours, comme il en existe dans les cantons de Zurich et de Bâle. Ils ont pour mission de conseiller les parents pendant la grossesse et durant les huit premières semaines de vie du nouveau-né (de manière complémentaire au centre de puériculture, qui assure une permanence téléphonique du lundi au vendredi de 8h00 à 11h00) et de les aiguiller vers des spécialistes. Une telle permanence offre un outil à bas seuil qui permet de répondre au besoin d'information et de conseil de parents souvent insécurisés, tout en contrant l'éclatement des offres de soins et en réduisant les consultations coûteuses auprès de médecins spécialistes ou dans des services d'urgence.

Une offre de conseil et de suivi téléphonique proposée par des sages-femmes aux futurs parents et à leurs consœurs constitue un outil économique permettant d'assurer la promotion de la santé et la couverture en soins de santé de la mère et de l'enfant. Elle poursuit les buts suivants:

- a. répondre de manière facilement accessible au besoin de prévention et d'information des parents;
- b. renforcer l'offre de soins et de suivi par une sage-femme proposée aux jeunes parents et aux nouveau-nés durant les huit premières semaines de vie de l'enfant;
- c. assurer la coordination pluridisciplinaire des spécialistes et des organisations dans le domaine du suivi médical et social des jeunes parents et des nouveau-nés.

Ce suivi peut être regroupé et piloté de manière simple.

Il s'agit d'assurer une permanence 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, ainsi qu'une transition sans faille vers les centres de puériculture, de manière à améliorer toute la chaîne de soins.

Ce petit effort permet de décharger les maternités et de prévenir les complications post-partum (p. ex. les réhospitalisations et les dépressions post-partum) ou des atteintes chroniques à la santé des nouveau-nés, génératrices de coûts élevés. L'encadrement complet par une sage-femme participe au bien-être de la femme enceinte, de la mère et du nourrisson, contribue à économiser des coûts de santé et s'inscrit dans l'intérêt majeur du canton. Il s'agit dès lors de conclure des mandats de prestations avec une institution et d'allouer les ressources financières nécessaires à la mise sur pied d'une telle offre de conseil et de suivi.

Réponse du Conseil-exécutif

La durée d'hospitalisation suite à un accouchement ou à une césarienne s'est raccourcie², favorisant le transfert des soins post-partum de la mère et du nouveau-né vers le domaine extrahospitalier³. Le rôle des sages-femmes œuvrant dans le secteur ambulatoire en est renforcé, plus particulièrement en ce qui concerne le conseil et le suivi des suites de couches⁴.

Points 1 et 2

¹ Source: Erdin, Rebekka, Monika Schmid et Jessica Pehlke-Milde. 2016. Recensement des activités des sages-femmes indépendantes de Suisse. Rapport sur le recensement 2015. Winterthur: ZHAW Département Gesundheit. http://www.sage-femme.ch/x_dnld/stat/Statistikbericht_2015_f.pdf

² Petrou, Stavros et al. Home-based care after a shortened hospital stay versus hospital-based care postpartum: an economic evaluation. BJOG: an international journal of obstetrics and gynaecology 111 8 (2004): 800-6.

³ Zemp Stutz, Elisabeth et al. Eine Analyse des Kostenverlaufs von Geburten vor und nach Einführung des Koordinationsangebots FamilyStart (KOFAM)

⁴ Erdin, Rebekka; Schmid, Monika; Pehlke-Milde, Jessica. Recensement des activités des sages-femmes indépendantes de Suisse.

Rapport sur le recensement 2015. <http://www.sage-femme.ch/fr/heb/shv/stats.cfm>
e7be9c5d4a0349d4aa87500ced931499 23.05.2018

On a enregistré 10 072 naissances vivantes en 2015 dans le canton de Berne, soit une hausse de près de 15 pour cent par rapport à l'année 2005⁵. Simultanément, le nombre de sages-femmes indépendantes en Suisse a doublé⁶. Les professionnelles indépendantes actives dans le canton de Berne⁷ ont assuré 8 370 suivis post-partum en 2015, ce qui correspond à 83,1 pour cent de l'ensemble des cas⁸. La statistique révèle par ailleurs l'absence de suivi de l'encadrement, de la grossesse à l'accouchement et au post-partum.

Le canton de Berne dispose vraisemblablement jusqu'à fin 2017 de deux permanences téléphoniques gérées de manière bénévole: il s'agit du réseau de sages-femmes de la région Mittelland/pied du Jura et de la centrale des sages-femmes pour le canton de Berne. Le premier ne propose pas de consultations et redirige environ 700 à 900 femmes par année vers des sages-femmes. Toutes les sages-femmes indépendantes (une soixantaine en tout) rattachées à ce réseau sont titulaires d'une autorisation d'exercer. L'association est financée par les cotisations des membres, les frais d'entremise et les dons. Quant à la seconde de ces permanences, elle aiguille chaque année entre 450 et 630 femmes vers des sages-femmes indépendantes⁹. La consultation à bas seuil est sollicitée entre 50 et 100 fois par année. L'association est financée elle aussi essentiellement par les cotisations des membres, les frais d'entremise, les recettes du numéro payant 0900 et les dons. Les sages-femmes impliquées, au nombre d'une centaine, détiennent également une autorisation d'exercer. De leur côté, les hôpitaux cantonaux dotés d'une maternité disposent de leur propre permanence avec une sage-femme de garde atteignable 24 heures sur 24, mais pas pour des consultations de longue durée. Le site de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale recense encore d'autres prestations de conseil. Ainsi, les femmes enceintes et les (futurs) parents peuvent s'adresser aux centres de puériculture pour des consultations à bas seuil ou composer le numéro d'appel d'urgence destiné aux parents et aux familles pour toute question relative à l'éducation et au développement.

Le projet FamilyStart des deux Bâle a été lancé en novembre 2012¹⁰. La coopération avec les deux cliniques bâloises dotées d'une maternité fait l'objet d'un mandat de prestations¹¹ assurant le financement de l'exploitation, en complément aux cotisations des membres. Le service coordonné de suivi et de conseil est accessible gratuitement pour les patientes des deux cliniques et les autres femmes doivent acquitter une taxe unique. Le suivi par des professionnels non-médecins dans le cadre de FamilyStart permet de réduire les coûts¹². Le programme FamilyStart est également mis en œuvre avec succès depuis 2015 dans le canton de Zurich¹³ et il est financé par la ville de Zurich, les hôpitaux participants et les cotisations des sages-femmes indépendantes affiliées.

Le Conseil-exécutif constate qu'une certaine demande existe en matière d'offre de conseil et de suivi à bas seuil pour les mères et les futurs parents. Le canton de Berne met à leur disposition tout un éventail de prestations, mais les professionnels critiquent la fragmentation de l'offre. Le Conseil-exécutif salue la démarche des sages-femmes indépendantes désireuses de fonder une association («HebammenRuf») et de mettre sur pied un service de conseil et de suivi téléphonique dans le but de coordonner les nombreuses consultations disponibles dans le canton, ce qui peut abaisser les coûts.

Il convient cependant impérativement de clarifier, d'entente avec les sages-femmes des maternités, à la fois le profil de l'offre, les responsabilités et les qualifications requises des professionnels impliqués avant de lancer un nouveau projet. Il faut également veiller aux éventuels recoupements entre une permanence téléphonique telle que projetée et le service des urgences inscrit à l'article 30 de la loi sur la santé publique. On notera que le financement dans le domaine ambulatoire ne relève pas de la responsabilité du canton. Par conséquent, un service de conseil et de suivi tel que le récla-

⁵ Cf. Factsheet HebammenRuf du 15 mars 2017, d'après des données du canton de Berne tirées du «Recensement des activités des sages-femmes indépendantes de Suisse», Winterthur: ZHAW Departement Gesundheit.

⁶ Cf. note 4.

⁷ <http://www.sage-femme.ch/fr/elt/heb/dir.cfm?md=kt&kt=be>, consulté la dernière fois le 17 juillet 2017.

⁸ Cf. note 5.

⁹ Cf. note 5.

¹⁰ <https://www.familystart.ch/de/begleitforschung/kosten.html>, consulté la dernière fois le 17 juillet 2017.

¹¹ <https://www.unispital-basel.ch/medien/mediencommuniques/detail/article/2012/10/31/helpline-familystart-beider-basel/>, consulté la dernière fois le 17 juillet 2017.

¹² <https://www.swisstph.ch/fr/actualites/detail-dactualite/news/hebammenbetreuung-bewaehrt-sich-auch-finanziell/>, consulté la dernière fois le 17 juillet 2017.

¹³ https://fd.zh.ch/internet/finanzdirektion/de/themen/lotteriefonds/beitraege/_jcr_content/contentPar/downloadlist_0/downloaditems/383_1450684430946.spooler.download.1450684365112.pdf/Beitr%C3%A4ge+2015.pdf. Zurich: 4^e tranche (2015), aide initiale de 450 000 francs

ment les motionnaires devrait être financé par les assureurs, les cotisations des membres et des taxes susceptibles de couvrir les frais. Cela étant et compte tenu de la décision du Conseil-exécutif de ne pas donner suite aux interventions ayant un impact financier pour le canton, le Conseil-exécutif propose de rejeter la motion.

Point 3

Il convient d'examiner l'éventualité d'étendre un service téléphonique de conseil et de suivi par des sages-femmes pour en faire une permanence fonctionnant 24 heures sur 24 et visant à répondre à d'autres besoins tels que «l'accouchement confidentiel» dans le cadre des investigations en lien avec la motion 205-2015 «Faire connaître l'accouchement confidentiel».

Propositions du Conseil-exécutif:

Rejet

La présidente. Die Regierung lehnt diese Motion ab. Wir führen eine freie Debatte. Das Wort hat die Motionärin, Grossrätin de Meron.

Andrea de Meuron, Thoune (Les Verts). Wenn der Eindruck entstanden ist, dieser Vorstoss wolle einfach ein zusätzliches Beratungsangebot schaffen, wäre das komplett falsch, und es täte mir sehr leid für die Sache. Die Sache, das sind konkret die Schwangeren und die Kinder. Ich möchte nicht riskieren, dass das Kind mit dem Bad ausgeschüttet wird und nehme die Umwandlung in ein Postulat vorneweg. Auch verlange ich eine ziffernweise Abstimmung. Wenn zu diesem Thema nur diejenigen mitreden könnten, die schon einmal schwanger waren oder ein Kind zur Welt gebracht haben – ich weiss, das ist sicher eine deutliche Minderheit hier im Saal –, würde die Diskussion wahrscheinlich anders verlaufen. Aber ich betone, das heisst nicht, dass sie besser verlaufen würde. Aber hier im Saal befinden sich auch Väter, die schwangere Frauen begleitet haben. Sicher sind Sie alle empathisch, und kostenbewusst sind Sie sowieso. Deshalb vertraue ich darauf, dass Sie die nötige Sensibilität für dieses Thema aufbringen. Und hoffentlich teilen Sie meine Einschätzung, dass in der Zeit der Schwangerschaft und der Geburt nebst einem tragenden familiären Umfeld eine Fachperson das Wichtigste ist – eine Fachperson, der man vertrauen kann, die einem in diesen wohl prägendsten Momenten des Lebens Sicherheit und Selbstvertrauen schenkt. Im besten Fall wird man von derselben Fachperson durch die ganze Zeit von Schwangerschaft, Geburt und Wochenbett begleitet. Im besten Fall ist es die Hebamme die, wo nötig, den Arzt bezieht. Auch gemäss der World Health Organization (WHO) sind die Hebammen als geeignetste Berufsgruppe für die Betreuung bei der normalen Schwangerschaft und der normalen Geburt zu bezeichnen. Dank unserem medizinischen Fortschritt und den vorgeburtlichen Untersuchungsmethoden konnten die Mütter- und die Säuglingssterblichkeit drastisch reduziert werden. Und dank vorgeburtlichen Untersuchungen lassen sich die Risiken auch sehr gut selektionieren, aber das Leben bleibt schlussendlich ein Risiko.

Jetzt braucht es einen Vorstoss, weil die Entwicklungen teilweise in die falsche Richtung laufen. Schwangerschaft und Geburt werden immer mehr pathologisiert. Die Kosten werden so unnötig angekurbelt, ohne dass Sicherheit und Gesundheit von Mutter und Kind verbessert werden. Und das ist entscheidend. Ein kleines Beispiel: Wie erklären Sie sich, dass die Rate der Kaiserschnitte von Spital zu Spital stark variiert? Ich zitiere aus einem Bericht von Daniel Surbeck, Chefarzt Geburtshilfe des Berner Inselspitals. Er sagt, es werde beobachtet, dass insbesondere in gewissen Privatspitalern der Stadt Bern die Rate der Kaiserschnitte hoch sei, und das trotz Niedrigrisikogeburten. Aber hier höre ich jetzt auf, denn ich möchte keineswegs eine Diskussion «Kaiserschnitt versus natürliche Geburt» führen. Die freie Wahl steht im Vordergrund. Aber in diesem Vorstoss geht es klar um das Betreuungskontinuum der Schwangeren, des ungeborenen Kindes bis hin zum Säugling in der achten Lebenswoche sowie um die damit verbundene Gesundheitsprävention und um die mögliche Reduktion von unnötigen Rehospitalisationskosten. Wie kann man diesem Vorstoss nicht zustimmen, wenn sogar in der Antwort des Regierungsrats zu lesen ist, dass gemäss Statistik in der Zeit von Schwangerschaft, Geburt bis Wochenbett eben gerade dieses Betreuungskontinuum nicht gegeben ist? Weiter ist in der Antwort zu lesen, dass sich im Kanton Bern – die Fallkostenpauschalen lassen grüssen – die Hospitalisationsdauer nach Geburt und Kaiserschnitt verkürzt hat und die postnatale Versorgung von Mutter und Kind zunehmend in den spitalexternen Bereich verlagert worden ist. Nach drei Tagen – und das ist eben genau die kritischste Zeit – muss das Bett frei gemacht werden. Die Mütter müssen nach Hause gehen, und sollte es zu Hause Probleme geben, müssen sie wieder zurück ins Spital gehen. In solchen Fällen wäre eine zentrale An-

laufstelle wichtig, und zwar nicht nur für die Eltern, sondern auch gerade für die Fachleute in den Spitälern, die mithelfen, freischaffende Hebammen zu vermitteln. Zudem ist man nicht nur im ländlichen Raum froh, wenn man nicht wieder ins Spital zurückgehen muss.

Vor diesem Hintergrund ist jetzt der Regierungsrat nicht bereit, ein niederschwelliges Angebot zu unterstützen. Ich möchte betonen: Es gibt eines, das jedoch nicht mehr lange existiert, nämlich die Hebammenzentrale, die im Begriff ist, sich aufzulösen. Auch wurden die Beratungsangebote in den Spitälern abgebaut. Die Überweisung eines Postulats würde also auch helfen, einen politischen Auftrag des Grossen Rats, einen Vorstoss von Kollege Fuchs zum Thema vertrauliche Geburt – Sie erinnern sich –, zu erfüllen. Dort wird eine gesetzliche Regelung verlangt, und eigentlich müsste man die Öffentlichkeit über dieses Angebot informieren. Mit der Überweisung von Ziffer 3 könnte man hier Synergien schaffen und auch diesen Auftrag endlich erfüllen. Andere Kantone machen es vor, zum Beispiel die Kantone Zürich, Basel und Thurgau. Sie zeigen, dass Lösungen in diesem Bereich nötig und auch möglich sind. Die Überweisung eines Postulats ist also nur eine logische Folge, wenn der Regierungsrat schon feststellt, dass die Nachfrage nach diesem niederschwelligen Beratungs- und Vermittlungsangebot besteht. Deshalb danke ich Ihnen für Ihre Unterstützung. Sollte es tatsächlich genügend Angebote geben, könnten Sie die Chance nutzen, zu prüfen, wo Doppelspurigkeiten bestehen und wo Synergien genutzt werden könnten. So könnte man dann auch wieder Kosten senken.

La présidente. Als Mitmotionärin spricht Grossrätin Speiser.

Anne Speiser-Niess, Zweisimmen (UDC). Ich gebe kurz meine Interessenkonflikte bekannt: Ich bin dreifache Mutter und zweifache Grossmutter, und ich bin Mitgründerin und Vizepräsidentin des Geburtshauses Simmental-Saaneland, der Maternité Alpine. Sie haben die Ausführungen von Frau de Meuron gehört. Ich möchte noch Folgendes ergänzen: Die Situation der gesunden schwangeren und gebärenden Frauen mit ihren Familien werden in der Versorgungsplanung zu wenig berücksichtigt. Durch die Schliessung und die Konzentration der Geburtshilfeabteilungen – die Schliessung der Geburtsabteilungen ist im Kanton Bern sicher noch nicht ganz abgeschlossen – entstanden neue Probleme bei der Versorgung von Mutter und Kind. Das Postulat möchte ganz klar unnötige Interventionen, also hohe Einleitungsraten und zu hohe Kaiserschnittsraten verhindern. Man will aber auch verhindern, dass auf Kosten wegen Transporten und wegen der Bereitstellung von Rettungsdiensten, die von den Betroffenen zum Teil sogar selber bezahlt werden müssen, verzichtet werden kann. Wofür braucht man diesen Hebammenruf? Es braucht für die Eltern einen guten Start; er ist für die spätere Gesundheit von Eltern und Kind von grosser Bedeutung.

Seit Einführung der Fallkostenpauschale im Jahr 2012 werden die Frauen nach der Geburt immer schneller aus dem Spital entlassen. Die beiden bestehenden Angebote wurden bereits genannt, und sie bestehen nicht mehr lange. Und so besteht dort ganz klar ein Handlungsbedarf. Was will der Hebammenruf bewirken? Er leistet einen Beitrag zur frühen Prävention, damit eben nicht zusätzliche Einlieferungen in die Spitäler gemacht werden müssen. Die kontinuierliche Hebammenbegleitung von der Schwangerschaft bis nach der achten Lebenswoche der Kinder soll so gefördert werden. Dieses Angebot soll niederschwellig erreichbar sein, und es soll sowohl in deutscher als auch in französischer Sprache geführt werden.

Ich erlaube mir noch zu sagen, was der Verband Berner Haus- und Kinderärzte/innen gesagt hat: Der Verband unterstützt ganz klar den Ausbau dieses ambulanten Hebammenangebots im ganzen Kanton Bern, also ein niederschwelliges und umfassendes Beratungs- und Betreuungsangebot durch Hebammen, sowohl vor als auch nach der Geburt. Es ist sinnvoll und kosteneffizient und entspricht auch einem grossen Bedürfnis. Der Verband sagt auch klar, dass eine gute, erreichbare und unkomplizierte Hebammenberatung per Telefon dazu beiträgt, dass dadurch unnötige medizinische und unnötige kostspielige Konsultationen von verunsicherten Eltern bei Fachärzten und Notfallstationen vermieden werden können.

Ich habe jetzt gehört, dass die Motion in ein Postulat umgewandelt worden ist. Ich empfehle Ihnen wirklich herzlich, diesem Postulat zuzustimmen, damit wir auch dieses Problem sauber und seriös anpacken können.

La présidente. Wir kommen zu den Fraktionen, zuerst zu Grossrätin Gerber für die SVP-Fraktion.

Christine Gerber, Detligen (UDC). In dieser Motion wird der Regierungsrat beauftragt, sicherzustellen, dass die fachkompetente Information und Beratung der werdenden Eltern in ausreichendem Mass wahrgenommen wird, und dass die nötigen Voraussetzungen in Form eines niederschwelli-

gen telefonischen Vermittlungs- und Beratungsangebotes für Eltern geschaffen werden. Damit soll die Versorgungskette in der frühen Gesundheitsförderung verbessert werden. Unter Ziffer 3 soll geprüft werden, inwieweit ein solches telefonisches Angebot auf einen 24-Stunden-Betrieb erweitert werden kann. Nachdem in der Novembersession so intensiv über Sparmassnahmen diskutiert worden ist, lehnt die SVP-Fraktion dieses Postulat mehrheitlich ab. Es wird auch ein paar Ja-Stimmen geben und auch Enthaltungen. Wenn man jetzt diese mehrheitlich ablehnende Haltung hört, denkt mal wohl, die SVP-Fraktion sei nicht an einem guten Elternstart in die Elternschaft interessiert. Aber das bestreiten wir sicher nicht, und ich als sechsfache Mutter ganz sicher nicht. Ich war sechsmal schwanger, ich habe sechsmal ein Kind geboren, und ich erlebte sechsmal mehr oder weniger ein gutes Wochenbett, mit manchmal besseren und manchmal schlechteren Tagen. Auch ich war manchmal unsicher. Aber bereits vor 17 Jahren, ja sogar vor 30 Jahren, als ich das erste Kind bekommen hatte, erhielt ich an verschiedenen Orten telefonische Auskünfte, wenn es wirklich dringend war. Meine Tochter und meine Schwiegertöchter, die im Moment auch schwanger sind und auch bereits mehrere Male geboren haben, haben mir bestätigt, dass auch in der heutigen Zeit viele verschiedene Angebote bestehen, die fachkompetent Auskunft geben.

Gerne mache ich noch eine Bemerkung beziehungsweise gebe einen Tipp an die jungen werdenden Mütter und Väter: Sprecht miteinander, tauscht euch aus und nehmt auch eure Eigenverantwortung wahr. Das gemeinsame Gespräch hilft oft bereits weiter, und dafür braucht es keine vom Kanton finanzierte Vermittlungsstelle. Die SVP-Fraktion ist nicht gegen Beratungs- und Vermittlungsstellen, doch sollten diese anders finanziert werden als durch den Kanton.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Ja, wer will nicht das Beste für die werdende Mutter, für die Familie und für das Kind? Diese Motion spricht ein wichtiges Thema an. Wir müssen in der Medizin besser vernetzen, wenn wir präventiv wirken wollen. Doch jetzt kommt das Aber: Es stellt sich die Frage, ob der Ansatz eines Hebammenrufs richtig ist. Man sollte es viel breiter angehen, wenn man wirklich diejenigen erreichen möchte, die durch die Maschen fallen – und zwar bereits jetzt durch die Maschen fallen. Die Hebammen haben einen grossen Abdeckungsgrad, aber genau diese 10 bis 20 Prozent, die uns durch die Maschen fallen, erreichen wir auch mit einem Hebammenruf nicht. Da genügt der Hebammenruf alleine nicht. Die bildungsfernen Eltern sind ein Hochrisikopotenzial. Es bestehen bereits mehrere niederschwellige Angebote, aber die Fragmentierung ist so gross, dass wir vor lauter Bäumen den Wald nicht mehr sehen. Das bestätigt auch die GEF. Diejenigen, die wir erreichen sollten, erreichen wir so nicht. Ich gebe Andrea de Meuron recht; es handelt sich um ein potenzielles Puzzleteil, aber ein Puzzleteil in einem grösseren Zusammenspiel, nämlich im Zusammenspiel der Gynäkologen, Pädiater, Geburtskliniken, sogar der Apotheker und der Beratungsstellen. Es wäre wichtig, dort besser zusammenzuarbeiten. Deshalb ist es für mich etwas gewagt, dieses Anliegen als Motion zu übergeben. Es ist auch relativ teuer für den Kanton, der sich seinen Aufgabenbereich auch überlegen muss. Es gibt, wie gesagt, genügend Player, sie sollten aber für eine bessere Prävention besser zusammenspielen.

Die Regierung ist offen, dieses Thema in einem grösseren Rahmen anzugehen. Sie will eine Förderung vornehmen, aber sie will nicht einfach etwas aufbauen, bei dem nicht gewährleistet ist, dass damit dann wirklich die richtigen Leute erreicht werden. Ich bin froh, dass die Motion in ein Postulat umgewandelt worden ist. Wir müssen wirklich hinschauen; auch die Regierung muss hinschauen, und ich hoffe, diese Message ist bei Herrn Regierungsrat Schnegg angekommen. Wir müssen präventiv besser unterwegs sein. Denn so könnten wir Gesundheitskosten sparen, das möchte ich betonen, aber nur, wenn wir gemeinsam unterwegs sind und zwischen den verschiedenen Player bessere Absprachen bestehen, wenn wir also vernetzt denken und handeln. Wir würden den Vorstoss als Postulat annehmen.

Marianne Schenk-Anderegg, Schüpfen (PBD). Ein Kind zu bekommen ist mit viel Freuden und Emotionen verbunden. Die neue Situation, ganz besonders, wenn es sich um das erste Kind handelt, bringt jedoch auch viel Unsicherheit und gewisse Ängste mit sich. Umso mehr, wenn der Aufenthalt im Spital oder im Geburtshaus nur noch zwei bis drei Tage dauert und man so früh aus der Obhut von ausgebildetem Personal entlassen wird. Als ich vor vierzig Jahren meine Tochter geboren habe, blieben die Frauen noch 14 Tage lang im Spital. Die Sorgen und die Ängste, etwas falsch zu machen, oder die Ungewissheit, waren damals aber auch nicht kleiner. Es gehört aber auch zur Verantwortung von werdenden Eltern oder werdenden Mütter, sich auf die Geburt und auf die Zeit danach vorzubereiten. Mit den heutigen digitalen Medien wird es den werdenden Eltern noch einfacher gemacht sich zu orientieren. Jede Geburtsklinik, jede gynäkologische Praxis, jede Mütter- und

Väterberatung gibt Auskunft. Wie der Regierungsrat in seiner Antwort schreibt, ist das Anliegen im Zusammenhang mit der Motion zum Thema vertrauliche Geburt als lebensrettende Ergänzung zum Babyfenster zu prüfen. Wir folgen hier der Ansicht des Regierungsrats. Mit diesem Wissen können wir nicht noch ein zusätzliches Beratungsangebot mit einer Motion und mit einem Postulat unterstützen. Deshalb lehnen wir beides ab.

La présidente. Die Motion ist in ein Postulat umgewandelt worden; Sie müssen sich also nur noch zu einem Postulat äussern. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Gabi das Wort.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenbourg (PS). Ich sage jetzt nicht, wie viele Kinder ich geboren habe (*Elle rit*) und wie lange das her ist. Das erspare ich Ihnen, das können Sie mich sonst bilateral fragen. Es ist unverständlich, wenn der Regierungsrat beantragt, diese Motion abzulehnen. Sie zeigt doch klar auf, dass sich die Hospitalisationsdauer nach einer Geburt oder nach einem Kaiserschnitt bedeutend verkürzt hat, und dass dadurch die Betreuung des Wochenbetts sowie die Beratung vorwiegend in den ambulanten Bereich verlagert wurden. Die Niederschwelligkeit dieses Angebots ist wichtig. Die Beratung muss sichergestellt sein, Rehospitalisierungsfälle sollen reduziert werden. Das Wochenbett ist eine hochsensible Phase, gerade für erstgebärende Frauen, da sich überraschend sehr herausfordernde Situationen ergeben können, in denen zum Teil sehr schnell reagiert werden muss, und wo rasche und kompetente Beratung sehr wichtig wird. Gerade der nahtlose Übergang zur Mütter- und Väterberatung ist ein wichtiger Faktor. Diese Anlaufstelle ist besonders für Ersteltern, für junge Familien eine der wichtigsten Institutionen, die unterstützend für jegliche Fragen zur Seite steht. Und Fragen, Unsicherheiten und Informationsbedarf gibt es eben gerade bei Familien mit einem ersten Kind, aber auch bei anderen haufenweise. Hebammennetz und Hebammenzentrale wurden bisher ehrenamtlich organisiert. Sie werden, wie Sie lesen konnten, ihren Betrieb wegen fehlender Finanzierung einstellen müssen.

Eine Unterversorgung ist jedoch keine Lösung und verantwortungslos. Der Regierungsrat stellt seinerseits eine Nachfrage nach niederschweligen Beratungs- und Vermittlungsangeboten fest. Allein der Umstand, dass der Kanton keine Finanzierungsverantwortung im ambulanten Bereich trägt, entlässt ihn nicht grundsätzlich aus seiner Verantwortung dafür zu sorgen, dass es in diesem Bereich nicht zu einer Unterversorgung und zu prekären Situationen kommt. Aus diesen Gründen wird die SP-JUSO-PSA-Fraktion diesen Vorstoss als Motion und selbstverständlich auch als Postulat überweisen und hofft, dass Sie dies auch tun.

Christine Schnegg, Lyss (PEV). Eine gute Betreuung während der Schwangerschaft, während der Geburt und dem Wochenbett ist in der heutigen Zeit und in unserer Gesellschaft eigentlich eine Selbstverständlichkeit. Eine gute Betreuung der Frauen und Männer rund um das Werden einer Familie ist die beste Gesundheitsprävention für Mutter und Kinder und das gesamte Familiensystem. Seit der Einführung der Diagnosis-Related-Groups (DRG) müssen die Frauen im Schnitt drei Tage nach der Geburt das Spital verlassen. Da die ersten Tage und Wochen nach der Geburt eine besonders herausfordernde Zeit darstellen, insbesondere für die Frau mit all den körperlichen Umstellungen, ist es sehr wichtig, dass eine kontinuierliche Betreuung Wochenbett durch eine Hebamme gewährleistet ist. Nebst der Vermittlung von Hebammen ist aus Sicht der EVP auch eine ausgedehnte telefonische Beratung, die niederschwellig und möglichst rund um die Uhr angeboten werden sollte, sehr wünschenswert. Hier könnte mit relativ geringem Aufwand Prävention gemacht werden, und zwar mit einer positiven und kostensenkenden Wirkung. Dies würde bedeuten, dass es weniger Rehospitalisationen gibt und selbstbewusstere Eltern. Das wiederum hat eine positive Auswirkung auf die Entwicklung des Kindes.

In seiner Antwort hat der Regierungsrat eigentlich den Bedarf einer Vermittlungszentrale und einer Telefonberatung erkannt, entzieht sich jedoch der Finanzierungsverantwortung. Das kann man schon machen, das heisst aber nicht unbedingt, dass diese Haltung ohne Kostenfolgen für den Kanton bleibt. Eine gute, einfach erreichbare und unkomplizierte Hebammenberatung per Telefon trägt vielleicht nicht zuletzt dazu bei, medizinisch unnötige aber kostspielige Konsultationen zu vermeiden. Der Regierungsrat hat richtig festgestellt, dass der Kanton grundsätzlich keine Finanzierungsverantwortung hat, was aber nicht heisst, dass er keine haben darf. Eine Überprüfung des Angebotsprofils der Verantwortlichkeiten und der nötigen Qualifikationen der Beratungspersonen ist ganz in unserem Sinne. Auch die Prüfung der Schnittstellen und der Abgrenzung zu anderen Angeboten, wie zum Beispiel auch zur Mütter- und Väterberatung, sowie eine saubere Übergabe nach

acht Wochen ist ebenfalls ganz in unserem Sinn. Die Fraktion EVP unterstützt deshalb alle Ziffern des Vorstosses als Postulat.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (UDF). Die EDU-Fraktion dankt der Motionärin für die Thematisierung des Bedarfs nach einem niederschweligen Beratungs- und Vermittlungsangebot für Eltern, die ein Kind erwarten. Wir nehmen zur Kenntnis, dass der Regierungsrat diese Nachfrage ebenfalls sieht und bedauern, dass die telefonischen Vermittlungsstellen, die Hebammenzentrale und das Hebammennetz, kürzlich ihre wertvolle Arbeit einstellen mussten. Insgesamt diskutieren wir hier sicherlich auf einem bereits sehr hohen und zufriedenstellenden Niveau, und trotzdem: Wir können für die existierenden, qualitativ guten Angebote im Kanton Bern dankbar sein. Trotzdem bleibt die Tatsache bestehen, dass eine einzige vermeidbare Rehospitalisation durchaus Kosten sparen kann, und mit diesen finanziellen Ressourcen lassen sich durchaus solche Beratungstätigkeiten unterstützen. Die EDU-Fraktion hat Sympathien für die Überweisung des Vorstosses als Postulat und wird den Ausführungen des Gesundheitsdirektors gespannt folgen.

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Ich möchte nicht alles wiederholen, was bereits für oder gegen diesen Vorstoss gesagt worden ist. Wir sind mit der Regierung einverstanden, wonach es zwingend ist, vor der Lancierung eines neuen Angebots das Angebotsprofil, die Verantwortlichkeiten und die nötigen Qualifikationen der beteiligten Fachpersonen zu klären. Zudem ist zu prüfen, inwiefern es zwischen solchen Angeboten allenfalls Überschneidungen zum Notfalldienst gibt, der gemäss Artikel 30 des Gesundheitsgesetzes (GesG) zu leisten ist. Ein Beratungs- und Vermittlungsangebot, so wie es die Motionärinnen verlangen, müsste von Versicherungen, Mitgliederbeiträgen oder kostendeckenden Gebühren finanziert werden und nicht vom Kanton Bern. Die Beratung ist durch Spitäler und später durch die Mütterberatung sichergestellt. Deshalb lehnt die FDP auch ein Postulat ab.

La présidente. Gibt es noch weitere Fraktionen? – Das ist nicht der Fall. Somit kommen wir zu den Einzelsprechern. Zuerst hat Grossrat Wüthrich das Wort.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Ich bitte Sie, dem Postulat zuzustimmen. Mehrere Votantinnen und Votanten haben bereits gesagt, weshalb es wichtig ist. Und gerade weil wir in der Schweiz noch keinen Vaterschaftsurlaub kennen, sind genau solche Unterstützungsmöglichkeiten für den Start in das Familienleben wichtig. Selbstverständlich ist dieser Vorstoss wie auch der Vaterschaftsurlaub ein wichtiges Instrument, um den Start der Familie in der Schweiz und insbesondere auch im Kanton Bern zu verbessern. Hier besteht heute noch eine Lücke. Es fehlt heute zum Teil noch eine gute und ausreichende Unterstützung. Viele hier im Saal haben noch Eltern, Geschwister, Grosseltern und so weiter, die sie fragen und bei denen sie Unterstützung holen können. Es gibt aber viele Leute hier im Kanton, die auf sich selbst gestellt sind. Gerade für sie ist es praktisch, wenn sie nicht warten müssen, bis dann einmal in der Woche das Angebot der Gemeinde oder der Region geöffnet ist, sondern wenn sie ganz einfach eine SMS schreiben oder irgendwo anrufen können, um ein Beratungsangebot zu erhalten. Meine Frau ist Kleinkindererzieherin und wird sehr viel von Leuten in unserem Umfeld nebenbei nach Tipps und Tricks gefragt. Ich bitte Sie, dem Postulat zuzustimmen.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Sind Sie sicher, dass wir uns hier beim Thema Nummer eins befinden hinsichtlich der Problematik der Früherkennung und Früherfassung von Familien und Mütter, die bildungsfern sind, die sich im Bereich der Asylbewerbung befinden und die vielleicht eine Suchthematik haben? Meine Erfahrung sieht ganz anders aus. Vor fünf Jahren verabschiedeten wir ein Konzept, wobei wir ungefähr dreissigmal das Wort «Vernetzung» gebraucht hatten und etwa fünfzehnmal das Wort «niederschwellig». Ich kann es langsam nicht mehr hören. Sicher ist das die Voraussetzung, aber mit diesem Postulat werden wir nicht weiterkommen, um insbesondere diejenigen Familien zu erreichen, die eben genau keinen Zugang haben, schon gar nicht zu einem Telefon, schon gar nicht zu unseren Sprachen. Diese Leute brauchen nicht primär eine Hebamme, diese haben sie meist. Vielmehr brauchen sie klare, verbindliche Bezugspersonen. Wenn ich schon begrenzte finanzielle Mittel habe, laufen für mich viel spannendere Projekte, nämlich dort, wo man versucht, die Mütter- und Väterberatung umzukehren. Dort werden instabile Familien aufgesucht, um zu versuchen, eine Beziehung aufzubauen und genau diese Familien fast ab Geburt zu begleiten und zu betreuen. Das ist viel wichtiger und viel relevanter.

Liebe Kolleginnen und Kollegen, wir haben einfach ein Hauptproblem. Bis vor vier Jahren haben die Spitäler bei jeder Geburt Daten von einer Familie, die ein Kind bekommen hat, an die Mütter- und Väterberatungen gegeben. So konnten die Mütter- und Väterberatungen als Erstes diese Personen anrufen oder dort vorbeigehen und sagen, worum es geht. Dieses Angebot haben wir heute nicht mehr. Somit kommt man viel zu spät zu diesen Familien. Wenn ich diesem Postulat nicht zustimmen kann, ist es nicht, weil ich dagegen bin, die Hebammenstruktur zu fördern, aber es ist nicht Thema Nummer eins, es liegt im Nice-to-have-Bereich. Doch wir sollten dringend im Bereich Must-have vorwärtskommen und das Geld insbesondere dort investieren, wo Handlungsbedarf besteht, also bei Familien und Müttern, die sich in instabilen Situationen befinden. Dort braucht es Beratung und Aufklärung und dort braucht es insbesondere Beziehungsarbeit.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Auch ich habe ein paar Kinder, eines davon ist kürzlich Mutter geworden. Mitfühlen kann ich hier sicher nicht, aber ich habe als Vater und Grossvater etwas festgestellt: Man könnte meinen, heute sei eine Schwangerschaft eine ganz schwere Krankheit. Es gibt so viele Beratungsangebote, dass man fast Angst bekommt, wenn man schwanger wird. Ein bisschen weniger würde fast mehr bewirken. Eine gute Betreuung während der Schwangerschaft oder nach der Geburt ist sicher wichtig und richtig, das will ich überhaupt nicht hinterfragen. Bei meiner Tochter, die kürzlich Mutter geworden ist, hat es wunderbar funktioniert. Sie hatte bereits während der Schwangerschaft Kontakt mit Hebammen und konnte sie anrufen, wenn sie ein Problem hatte. Sicher konnte sie nicht zu jeder Tages- und Nachtzeit fragen, aber jetzt müssen wir hier im Saal mal ehrlich sein: Wenn in einer Schwangerschaft ein Notfall auftritt, telefoniert niemand mehr herum und fragt in einem Büro nach, sondern man geht ohnehin zu einem Gynäkologen ins Spital. Alles andere ist für mich grobfahrlässig und wird nicht gemacht. Daher ändert sich gar nichts. Es ist viel von diesem niederschweligen Angebot gesprochen worden. Barbara Mühlheim hat eigentlich das gesagt, was ich sagen wollte. Für mich besteht das Angebot bereits. Mit dem Postulat ändert sich nichts als das Folgende: Heute nimmt vielleicht eine Hebamme den Anruf entgegen. Wenn man sie nicht erreichen kann, ruft man sie vielleicht am Nachmittag oder am folgenden Tag an. Gemäss Forderung des Postulats wird es so sein, dass jemand in einem Büro auf einen Anruf wartet, der vielleicht kommt oder vielleicht nicht. Aber an der Sicherheit ändert sich da gar nichts. Deshalb bitte ich Sie halt, das Postulat trotzdem abzulehnen.

Michel Seiler, Trubschachen (Les Verts). Ein Kanton, der bei der Hebammenfinanzierung knauserig ist, ist ein sehr, sehr armer Kanton. Ich bedaure diese Diskussion sehr.

La présidente. Ich sehe keine weiteren Einzelsprecherinnen und -sprecher. Somit gebe ich Regierungsrat Schnegg das Wort.

Pierre Alain Schnegg, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Cette motion demande que le canton veuille à ce qu'il y ait une offre d'information et de conseil suffisante, de créer les conditions nécessaires pour un service de suivi et de conseil téléphonique à bas seuil, et d'examiner comment un tel service de conseil téléphonique peut répondre également à d'autres besoins, comme par exemple «l'accouchement confidentiel». Le Conseil-exécutif salue les efforts déployés pour coordonner les nombreuses consultations à bas seuil disponibles dans le canton. Aujourd'hui, il existe de nombreuses offres disponibles dans notre canton, y compris celles de permanence téléphonique. Comme le mentionne la réponse du Conseil-exécutif, le nombre de naissances entre 2005 et 2015 a augmenté de 15 pour cent, alors que, simultanément, le nombre de sages-femmes indépendantes en Suisse a doublé. Les professionnelles indépendantes dans le canton de Berne ont assuré 8370 suivis post-partum en 2015, ce qui correspond à 83,1 pour cent de l'ensemble des cas. Je crois que ces chiffres sont assez révélateurs pour nous donner la vision de l'excellente couverture qui est aujourd'hui à disposition des citoyennes et des citoyens bernois. Il est important de veiller aux éventuels recoupements entre les prestations de suivi et de conseil demandées et le service des urgences assuré par les sages-femmes au sens de l'article 30 de la loi sur la santé publique (LSP). J'insiste également sur le fait que le financement dans le domaine ambulatoire ne relève pas de la responsabilité du canton. Les rôles ont été clairement définis, respectons ces rôles, je crois que chacun, dans son rôle, a suffisamment à faire pour avancer positivement dans les dossiers de la santé. Pour le point 3, il conviendra d'examiner cela dans le cadre des investigations en lien avec la motion 205-2015 «Faire connaître l'accouchement confidentiel». Basé sur ces arguments, le gouvernement vous invite à refuser cette motion.

La présidente. Wir kommen zur Abstimmung. Die Motion ist in ein Postulat umgewandelt worden. Wer die Motion als Postulat annimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote (adoption sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Adoption sous forme de postulat

Oui 84

Non 54

Abstentions 2

La présidente. Sie haben das Postulat angenommen mit 84 Ja- und 54 Nein-Stimmen bei 2 Enthaltungen.